

505LHh59/9

g 263-5

(1943)

A
V. D. 9260 : Suppression des facilités
de circulation accordées aux Adminis-
trations publiques (à dater du L.7.46)

Traité pour la délivrance de cartes de circulation
aux Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle

C.A. 7. 4.43 13 VII

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 7 avril 1943

QUESTION VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve les deux traités, qui seraient conclus dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

P.V.(p.4)

Sténo (p.13)

M. LE PRESIDENT.- Ce traité comporte la délivrance, d'une part, à 14 des Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle qui bénéficient déjà du tarif militaire d'une carte à tarif militaire et, d'autre part, aux 4 autres Inspecteurs de cartes nominatives avec réduction de 20% sur le tarif normal des abonnements de même parcours.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 7 avril 1943

VII.- Traité pour la délivrance de facilités de circulation aux Inspecteurs généraux de la Production Industrielle.

WY

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

Projet de traité pour la délivrance de cartes
de circulation aux Inspecteurs Généraux de la Production
Industrielle

Le Département Ministériel de la Production Industrielle a pris, du fait de l'Economie dirigée, une extension beaucoup plus grande que l'ancien Département du Commerce et de l'Industrie. Il groupe, outre les anciens Ministères du Commerce et de l'Armement, une partie des éléments techniques de la Marine et de l'Air et une partie importante de l'ancien Ministère des Travaux Publics.

Les Inspecteurs Généraux ont autorité sur tous les Services régionaux dépendant du Ministère de la Production Industrielle, dont plusieurs bénéficient de facilités de circulation pour leurs déplacements de service en vertu de contrats conclus avec la S.N.C.F. (Poids et Mesures - Mines - Electricité - Carburants), et dès le courant de l'année 1941, le Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle a demandé que ces Hauts Fonctionnaires soient également munis, dans leur circonscription, des titres de circulation nécessaires.

Les pourparlers entamés à cette époque viennent d'aboutir après une longue interruption.

La mesure s'appliquerait à les Inspecteurs Généraux.

1°- quatorze d'entre eux bénéficient du tarif militaire aux titres ci-après :

- Un Général de Brigade de l'Armée de l'Air (Etat D annexé à l'arrêté du 9 mai 1903 du Ministre des Travaux Publics indiquant le personnel ressortissant aux Départements de la Défense Nationale qui doit être admis sur le chemin de fer au bénéfice du quart de tarif stipulé par le Cahier des Charges).

- Cinq Ingénieurs Généraux et Ingénieurs en Chef des Industries Navales qui, bien qu'appartenant à un corps démilitarisé, assurent des fonctions dépendant d'un Secrétariat d'Etat à la Défense Nationale et ont conservé pour cette raison le bénéfice du tarif réduit (Etat C annexé à l'Arrêté ministériel susvisé).

.....

- Huit Ingénieurs du Corps de l'Industrie Mécanique et des Services Chimiques de l'Etat, compris dans une Convention entre la S.N.C.F. et le département de la Production Industrielle, pour le maintien du quart de tarif à certains personnels rattachés à ce département (anciens Officiers et Sous-Officiers de l'Armée active).

2°- Trois Inspecteurs Généraux n'ont droit normalement à aucune réduction et un dernier, Mutilé de Guerre, voyage à ce titre avec réduction de 50 %.

Les cartes seraient valables dans la circonscription de service de chacun de ces hauts fonctionnaires (Région Economique) avec accès à Vichy et à Paris, et décomptées forfaitairement à 3 zones pour 17 d'entre eux (une zone pour la région et deux zones supplémentaires pour l'accès aux sièges du Gouvernement), le 18ème, Chef du Service de l'Inspection Générale, ayant besoin à ce titre d'une carte valable sur l'ensemble des 16 zones.

En ce qui concerne l'abattement à accorder, il avait été prévu au cours des précédents pour parler une légère réduction sur le tarif militaire, les intéressés, alors au nombre de neuf seulement, bénéficiant tous normalement de ce tarif.

Nous avons pu faire accepter - pour les 14 Inspecteurs Généraux actuellement dans ce cas - l'application du tarif militaire sans aucune réduction.

Aux quatre autres Inspecteurs Généraux pourraient être accordées des cartes avec réduction de 20 % sur le tarif normal des abonnements de même parcours, la plus faible qui ait été consentie par le Traité aux fonctionnaires du Secrétariat Général à l'Energie (Mines, Electricité et Carburants) dont les Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle sont, dans les Régions, les Supérieurs hiérarchiques.

Sur ces bases, la S.N.C.F. percevrait une recette annuelle de 134.300 fr.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de Traité ci-joint avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications pour la délivrance de cartes de circulation aux Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

T R A I T É

ENTRE :

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, stipulant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. GRIMPET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,

Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er

La S.N.C.F. délivrera des cartes de circulation nominatives et en 1ère classe aux Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle dans les limites et conditions suivantes :

1°- A l'Inspecteur Général, Chef du Service de l'Inspection Générale, une carte valable sur l'ensemble des lignes qu'elle exploite.

2°- Aux Inspecteurs Généraux, des cartes valables dans leur circonscription de Service (Région Economique) avec accès à Paris et à Vichy.

Article 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère de la Production Industrielle versera à la S.N.C.F., pour chaque carte délivrée :

1°- une somme représentant la valeur d'un abonnement au quart du tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte pour les Inspecteurs Généraux qui bénéficient normalement du tarif militaire.

2°- une somme représentant la valeur d'un abonnement au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abattement de 20 %, pour les Inspecteurs Généraux qui ne bénéficient pas du tarif militaire, quelle que soit la réduction dont ils pourraient bénéficier à un autre titre.

Ces sommes seront payables en deux versements, à la fin de chaque semestre.

.....

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F., à Paris ou à Vichy, moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

En cas de changement de titulaire, il ne sera décompté qu'une carte à condition que la restitution de la carte primitive ait lieu dans le délai d'un mois à compter de la délivrance de la nouvelle.

Tout retard dans le paiement d'une échéance semestrielle imputable au Ministère de la Production Industrielle donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

Article 3

La réduction de tarif accordée par le présent traité tient compte des avantages que la S.N.C.F. peut attendre de la collaboration avec les Inspecteurs Généraux de la Production Industrielle dans les limites de leur activité et de leur compétence.

Article 4

La présente Convention expirera le 31 décembre 1943. Elle sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chaque partie se réservant le droit de la faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque en prévenant l'autre trois mois à l'avance.

La présente Convention sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

Fait à Paris, en triple exemplaire, le

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
et aux Communications,

Pour la Société Nationale des
Chemins de fer Français,

Le Président
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,